



COMMUNE DE VIAS
CRÉATION DE LA NOUVELLE STATION D'ÉPURATION DU
CAMPING "LA DUNE CÔTÉ FORÊT"

PRO-DCE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - COMMUN A
TOUS LES LOTS

MAITRE
D'OUVRAGE :
EPF OCCITANIE

VIAS LE :

SIGNATURE :

Date(s)	Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
17.01.2025	CREATION	CID	JIT	a

0.3



BZ-11069

H:\Affaires\EPF Occitanie\BZ-11069 Vias-Création dispositif ANC Camping\7-PRO-ACT\1-T1\2-Plans

GAXIEU

1 Bis Place des Alliés
CS 50676
34537 BEZIERS CEDEX
T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19
E. bet.34@gaxieu.fr

GAXIEU.FR

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE

COMMUNE DE VIAS

Création d'un dispositif d'assainissement non collectif du camping
« La Dune côté forêt »

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (C.C.T.P.)

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ	6
1.1.	CONSISTANCE DES TRAVAUX	6
1.2.	CONDITIONS D'EXECUTIONS	6
1.2.1.	Connaissance des lieux	6
1.2.2.	Planning	7
1.2.3.	Titulaire	9
1.2.4.	Installation de chantier	10
1.2.5.	Maintien des accès	11
1.2.6.	Protection du site	11
1.2.7.	Protection de l'environnement	11
1.2.8.	Gestion des déchets	12
1.2.9.	Intervention d'urgence	12
2.	PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	13
2.1.	STIPULATIONS PRELIMINAIRES	13
2.2.	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	13
2.2.1.	Dispositions générales	13
2.2.2.	Liste des documents à fournir	13
2.3.	PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	14
2.4.	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	14
2.5.	PAQ – GENERALITES	14
2.5.1.	Composition générale du PAQ	14
2.5.2.	Points critiques	15
2.6.	DOCUMENT D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	15
2.7.	PROCEDURES D'EXECUTION	15
2.7.1.	Liste des procédures d'exécution	15
2.7.2.	Documents annexés aux procédures d'exécution	16
2.7.3.	Assurance de la qualité pour les implantations	16
2.7.4.	Maîtrise de la conformité pour les bétons	16
2.7.5.	Maîtrise de la conformité pour les aciers de béton armé	19
2.7.6.	Assurance de la qualité pour les produits d'injection du béton	19
2.7.7.	Assurance de la qualité relative à la protection contre la corrosion	20
2.7.8.	Assurance de la qualité pour les opérations de levage à la grue	20
3.	ANNEXES	21

L'établissement public foncier d'Occitanie souhaite créer une nouvelle station d'épuration pour le camping « La Dune côté forêt ».

L'établissement public foncier d'Occitanie a confié à GAXIEU, la maîtrise d'œuvre pour le projet comprenant 2 lots :

Lot 1 : Création d'une station d'épuration

- Création d'une microstation d'épuration (parcelle n°AN-41) ;
- Création d'un bassin d'infiltration ;
- Création d'un poste de refoulement ;
- Création de voirie d'accès ;
- Mise en œuvre de réseaux de refoulement, d'eaux usées en gravitaire, de basse tension, d'eau potable ;
- Création de places de stationnement.

Lot 2 : Déconstruction de la station existante

- Démolition de la station d'épuration actuelle du camping (parcelle n°AN-90).


































Le présent CCTP concerne l'ensemble des lots.

D'après les Déclarations de Travaux, la liste des exploitants dont le réseau est présent dans l'emprise de l'opération est mentionnée ci-dessous. L'attention du titulaire de chaque lot est attirée sur le fait qu'il sera entièrement responsable des dégradations apportées aux réseaux et câbles s'il n'a pas pris, en présence du responsable concerné, les dispositions propres à éviter toute dégradation.

Dans ce but, il devra avant tout début d'exécution des travaux, et chaque fois que cela sera nécessaire en cours de travaux, avertir les gestionnaires ci-après indiqués (liste non exhaustive) :

- Les Services Techniques de la commune pour les câbles et ouvrages d'éclairage public,
- Les services ENEDIS pour les câbles électriques,
- Les services locaux ou régionaux des télécommunications pour les câbles téléphoniques,
- Les services concernés pour les fourreaux et câbles de télédistribution.

Liste des exploitants :

 DICT.fr <i>Déclaration</i> <small>CABINET D ETUDES RENE GAXIEU - BÉZIERS - CABINET D ETUDES RENE GAXIEU - BÉZIERS - CLÉMENCE INARD</small>		TABLEAU RÉCAPITULATIF DT - 2025031902212DEF	
 Réf. travaux BZ-11069	 Chemin de la Kabylie 34450 VIAS	 Créé le 19/03/2025 Débuté le 10/11/2025 Durée : 900 jours	
Exploitants			
ENEDIS-DRLARO- MH Languedoc-Roussillon CHEZ PROTYS P0130, CS 90125 27091 EVREUX CEDEX 9 FRANCE		 Sensible	EN ATTENTE
 0488599418 DT 449500958	 0181624701 DT 449500958	 0181624701 DT 449500958	 00000000047q511.ENEDIS@demat.protys.fr DT 449500958
Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.			
ASL LES DUNES - LAJOIE PHILIPPE IMPASSE DE LA GAÏETE CHEMIN DU TONKIN VIAS 34450 VIAS FRANCE			EN ATTENTE
 0680890103 DT 449500962	 0680890103 DT 449500962	 0680890103 DT 449500962	 Philippe.lajoie@free.fr DT 449500962
Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.			
HERAULT TELECOM NUM'HERAULT, TSA 70011 CHEZ SOGELINK 89134 DARDILLY CEDEX FRANCE			EN ATTENTE
 0426727706 DT 449500961	 0147148643 DT 449500961	 0147148643 DT 449500961	 covage-herault@demat.sogelink.fr DT 449500961
Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.			
ORANGE-K2 LANGUEDOC ROUSSILLON Service DICT, TSA 70011 89134 DARDILLY CEDEX FRANCE			EN ATTENTE
 0989393212 DT 449500963	 0810300111 DT 449500963	 0810300111 DT 449500963	 FT62K2.FTO@demat.protys.fr DT 449500963
Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.			
XP FIBRE HERAULT THD, TSA 70011 CHEZ SOGELINK 89134 DARDILLY CEDEX FRANCE			EN ATTENTE
 0426727706 DT 449500957	 0805052656 DT 449500957	 0467030606 DT 449500957	 xp fibre-herault-thd@demat.sogelink.fr DT 449500957
Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.			
Gestionnaires de voirie repérages Amiante / HAP			
MAIRIE SERVICE TECHNIQUE Voirie Eau Assainissement Eclairage Public, 8 Place des Arenes 34450 VIAS FRANCE			NON REQUIS
 0467216665 IAT 449500960	 accueil.pm@ville-vias.fr DT 449500960		
Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.			
Autres destinataires			
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE Avenue du Prado 34500 BEZIERS FRANCE			NON REQUIS
 0467118130 IPT 449500959	 subdi.languedoc-est@vnf.fr DT 449500959		
Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.			

Le titulaire de chaque lot est réputé avoir vérifié tous les métrés avant de remettre sa proposition ; en aucun cas il ne pourra faire état, après la remise de son offre, d'omissions ou d'erreurs relevées dans les pièces du dossier.

Lors de l'établissement de ses prix, le titulaire de chaque lot est réputé avoir tenu compte de tous les frais annexes qui sont associés. En particulier, tous les prix proposés tiennent compte des obligations inhérentes à la bonne exécution du marché :

- Le maintien journalier, en bon état de la signalisation et protection du chantier, de l'affichage des arrêtés de voirie, et du balisage des déviations pour chaque phase de travaux ; L'ensemble de la signalisation chantier devra permettre de respecter le gabarit de circulation des usagers sur les cheminements.
- Le respect du bornage du géomètre de l'opération, les opérations topographiques d'implantation, de piquetage et de contrôle
- La réalisation des sondages au niveau des raccordements des réseaux,
- La réalisation des études EXE suivant le retour des sondages,
- Les études B.A. par un bureau d'étude indépendant agréé par le maître d'ouvrage,
- Le marquage et piquetage des réseaux existants, et leur maintenance,
- La prise en compte du risque d'épisodes méditerranéens et de tempête (vent, foudre, pluies, grêles, ...) récurrents aux périodes du chantier qui nécessitera la protection des biens et des personnes, le risque d'impraticabilité du chantier, la mise en place d'une surveillance du chantier, dès le lancement des alertes de Météo France et jusqu'à la fin de l'épisode avec astreinte obligatoire de chaque titulaire, le nettoyage et remise en état du chantier et des voiries périphériques après ces épisodes,
- La réalisation des travaux en demi chaussée des routes non fermées à la circulation,
- L'aménagement de dispositifs adaptés provisoires permettant le franchissement des PMR, mobilités douces, VL, PL au-dessus des tranchées, le remblaiement complémentaire des canalisations pour garantir les couvertures minimales en phase chantier,
- Le maintien en service et la protection des conduites ou canalisations existantes à conserver par tout moyen y compris phasage des terrassements nécessaire au maintien provisoire,
- La gestion des épuisements de toute nature, si grandes que soient les venues d'eau et quelle que soit la cause ou l'origine de celles-ci, notamment le risque de présence de nappe et le raccordement sur la canalisation existante,
- La prise en compte de l'étude de sol,
- La mise en œuvre des étalements et blindages y compris palfeuilles et boisages, si importants qu'ils peuvent être,
- L'arrosage anti-poussière obligatoire des zones sous circulation provisoire et des véhicules de chantier,
- Le nettoyage des voiries adjacentes,
- Le raccordement des réseaux en collaboration avec le concessionnaire,
- Les essais,
- L'évacuation en décharge des matériaux inutilisable et des matériaux excédentaires,
- La réalisation du relevé topographique des génératrices supérieures des canalisations, câbles et fourreaux des réseaux existants et projetés tout le long de la réalisation du chantier,
- La réalisation des plans de récolement et des dossiers des ouvrages exécutés.

Préalablement à toute remise de prix, le titulaire de chaque lot est réputé avoir signalé par écrit au Maître d'œuvre, toutes les erreurs ou omissions qu'ils auraient pu constater dans la définition des ouvrages relevant de leur compétence d'entrepreneur qualifié.

Seuls, seront considérés comme travaux supplémentaires, les modifications des prestations ou des plans initiaux qui seraient éventuellement commandés par le Maître d'Ouvrage. Avant

toute exécution, ces travaux supplémentaires devront faire l'objet d'une proposition de prix (basé sur les sous-détails de prix) de la part du titulaire et être autorisés par écrit par le Maître d'ouvrage.

Tous travaux supplémentaires exécutés hors de cette procédure ne seront pas reconnus.

1. OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun fixe, dans le cadre du Cahier des Clauses Techniques Générales concerné, les conditions techniques particulières d'exécution des travaux de création d'une nouvelle station d'épuration. Il est commun à tous les lots.

Les travaux sont exécutés pour le compte de l'établissement public foncier d'Occitanie, Maître de l'ouvrage.

Il a pour objet de définir :

- la nature et la consistance des travaux à réaliser,
- les conditions techniques dans lesquelles ces travaux devront être exécutés.

Le Maître d'œuvre accrédité par le Maître de l'ouvrage est :

GAXIEU
1 Bis Place des Alliés,
CS 50676
34537 BEZIERS CEDEX

1.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter se décomposent comme suit :

- Lot 1 : Création d'une station d'épuration et d'une aire de stationnement
- Lot 2 : Déconstruction de la station existante

Le titulaire de chaque lot devra joindre à son offre un mode opératoire décrivant les méthodes et les précautions prises pour l'ensemble des ouvrages projetés.

1.2. CONDITIONS D'EXECUTIONS

1.2.1. Connaissance des lieux

Le titulaire de chaque lot est réputé, pour l'étude et l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

- Pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages,

et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,

- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités,
- Procédé à la visite obligatoire du site et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions et sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couches superficielles, venues d'eau, rochers ...) à l'exécution des travaux, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, éloignement des installations de stockage des déchets, ...).

1.2.1.1. Renseignements sur la nature des sols

Des études de sols G1 et G2 AVP sont jointes en annexe (ANNEXE E) du présent CCTP. Dans le cas où le titulaire aurait besoin de sondages de reconnaissance complémentaires, ils seront exécutés par ses soins et à ses frais.

1.2.2. Planning

Le titulaire de chaque lot aura à sa charge et sera le responsable du respect du planning arrêté lors de la signature du marché, pour lui et ses sous-traitants.

Le titulaire de chaque lot prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la bonne tenue des délais engagés.

Aucune rupture du service de l'assainissement ne pourra être prévue lors de la période d'ouverture du camping de mai jusqu'à septembre inclus.

Les travaux seront interdits dans la zone aux mois de juillet et août.

Le titulaire du lot 1 a la charge de déconnecter le système épuratoire existant et mettre en service le nouveau système d'assainissement.

Les travaux du lot 2 débutent au plus tôt à la fin des travaux (mise en service) du lot 1, et dans les conditions calendaires précédemment établies.

Les lots 1 et 2 sont indépendants. Les travaux de chaque lot seront exécutés successivement sans chevauchement, les travaux du lot 1 en premier, suivis des travaux du lot 2.

1.2.2.1. Planning prévisionnel LOT 1

PLANNING PREVISIONNEL											
BZ-11069											
10.04.2025											
LOT 1											
Période de préparation : 2 semaines											
Durée des travaux : 8 semaines											
Nom	Jour \ Semaine	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Préparation de chantier - DICT	10										
Terrassements	5										
Tranchée et pose des réseaux	5										
Pose équipements pour poste de refoulement	4										
Installation de la microstation	15										
Bassin d'infiltration	2										
Corps de chaussée	2										
Pose de clôture et portail Pose rondins de bois	3										
Réception travaux Repli du chantier	4										

1.2.2.2. Planning prévisionnel LOT 2

PLANNING PREVISIONNEL												
BZ-11069												
10.04.2025												
LOT 2												
Période de préparation : 4 semaines												
Durée des travaux : 7 semaines												
Nom	Jour \ Semaine	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Préparation de chantier - DICT	20											
Installation de chantier	3											
Vidange de la STEP	2											
Gestion des matériaux contenant de l'amiante	10											
Démolition	15											
Réception travaux Repli du chantier	5											

Un diagnostic **amiante ciment** à la charge du Maître d'Ouvrage sera réalisé à cette temporalité des travaux. Un ordre de service d'arrêt sera notifié au titulaire.

Le chantier relatif au LOT 2 ne pourra débuter qu'après réception du LOT 1.

1.2.3. Titulaire

Le titulaire de chaque lot devra avoir en permanence un chef de chantier qualifié ainsi qu'un représentant de chaque cotraitant et/ou sous-traitant (par corps de métier) pouvant assumer les problèmes relatifs au bon déroulement des travaux.

La présence de ce responsable et celle du chargé de la conduite du chantier seront obligatoires lors des réunions de chantier hebdomadaires.

Il devra avoir en permanence sur le chantier les plans EXE et les instruments de topographie nécessaires à la vérification de la bonne implantation des ouvrages.

1.2.3.1. Réunion de chantier

Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction de Maître d'œuvre, en présence éventuelle du Maître d'Ouvrage et du titulaire ont lieu, sauf exception, une fois par semaine. Le titulaire sera tenu d'assister à ces réunions ou de se faire représenter par une personne ayant pouvoir de décision.

Les réunions de chantier feront l'objet d'un compte-rendu établi par le Maître d'œuvre et diffusé à tous les intervenants de l'opération.

1.2.3.2. Ouverture du cahier de chantier

Il est demandé au titulaire de chaque lot de monter un dossier, nommé « Cahier de Chantier » dans lequel le responsable de chantier désigné préalablement par le titulaire tient à jour tous les éléments particuliers liés à la vie de l'opération.

Ce dossier qui est impérativement à conserver, sur le lieu même du chantier, à disposition du Maître d'Ouvrage, des éventuels tiers désignés par le Maître d'Ouvrage (CSPS, Contrôleur Technique, Géomètre, Géotechnicien, le titulaire en charge des essais de réception) qui peuvent intervenir sur le chantier et du Maître d'œuvre doit contenir, a minima, les éléments suivants :

Les pièces administratives et réglementaires associées au Chantier :

- La copie de(s) l'ordre(s) de service,
- La copie de l'ensemble des envois, des réponses et des démarches liées aux DICT,
- La copie des arrêtés de circulation et d'autorisation de travaux,
- Le planning de chantier,
- Un document ad hoc permettant le recensement journalier du personnel et du matériel présent sur site avec identification du (des) responsable(s) désigné(s) par le titulaire de chaque lot,
- Une « main courante » permettant l'enregistrement au « fil de l'eau » de la vie du chantier et en particulier des passages de tiers ayant un lien direct avec le chantier (CSPS, Contrôleur Technique, Géomètre, Géotechnicien, le titulaire en charge des essais de réception, représentants habilités des concessionnaires de voirie ...).

Les pièces techniques associées au Chantier :

- Les notes de dimensionnement hydraulique du Maître d'œuvre,
- Les notes de calcul des ouvrages particuliers établies par le titulaire et validées par le Maître d'œuvre,
- Les comptes-rendus des réunions de chantier et des prises de décision,

- Les copies de toutes les fiches de visite de chantier du Maître d'œuvre contresignées par un responsable désigné par le titulaire,
- La copie des bons d'évacuations des déchets (déblais, anciennes canalisations ...),
- La copie des bons de livraison des principaux matériaux du chantier (en particulier pour les canalisations et les remblais) et des bons de livraison du jour.

Les pièces graphiques associées au Chantier :

- Le(s) plan(s) projet(s) (vue en plan, profil en long, coupe des ouvrages particuliers ...) établi par le Maître d'œuvre et toutes les informations associées nécessaires à la compréhension de l'opération.
- Les plans de sondage et les plans d'exécution associés (vue en plan, profil en long, coupe des ouvrages particuliers ...) qui permettent la bonne exécution de l'opération revêtus du visa du Maître d'œuvre "Bon Pour Exécution".

L'absence ou le non-respect de la tenue à jour du "Cahier de Chantier", du fait du titulaire de chaque lot, induit l'application de pénalités telles que définies dans le cahier des clauses administratives particulières.

1.2.3.3. Réunion « 0 » et démarrage du chantier

L'autorisation des travaux ne sera effective qu'après la réception de la totalité des avis favorables des services municipaux et des concessionnaires concernés par la voirie sur laquelle les travaux vont être exécutés.

Si l'occupation temporaire de la voie ou du terrain pour l'installation de chantier ouvre droit à la perception de taxe, redevance, etc., le titulaire de chaque lot la prendra à sa charge et s'acquittera des droits correspondants pendant la durée du chantier.

Dans le cas où les occupants ne donnent pas suite à sa demande dans les délais prescrits, le titulaire de chaque lot effectue les démarches prévues par la réglementation en vigueur et verse au "Cahier de Chantier", les pièces justificatives de ses démarches. Lorsqu'il a terminé ces investigations, le titulaire rassemble les copies de toutes ces pièces dans un dossier qu'il remet au Maître d'Œuvre de l'opération.

Préalablement au démarrage du chantier, le Maître d'Œuvre, en présence du Maître d'Ouvrage, convoque le titulaire de chaque lot et tous les tiers associés à l'opération pour une réunion de fin de préparation appelé réunion "0". Après vérification de tous les documents demandés et des plans de déviation, le Maître d'Œuvre autorise le titulaire à commencer son chantier.

1.2.4. Installation de chantier

Le titulaire de chaque lot aura à sa charge la responsabilité et la gestion de l'installation de chantier de son lot pour toute la durée des travaux.

Cette installation sera conforme à la réglementation en vigueur au démarrage des travaux.

1.2.4.1. Panneau de chantier

Le titulaire de chaque lot est tenu de fournir et de mettre en place plusieurs panneaux d'information de chantier de dimensions 1.5x2m.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage souhaiterait modifier les informations figurant sur ce panneau, le titulaire de chaque lot sera tenu de procéder à ses frais aux modifications souhaitées dès qu'elles seront portées à sa connaissance.

Le panneau est à fournir dès le démarrage du chantier.
Ces panneaux devront être mis en place au moins 7 jours avant le début des travaux.

1.2.5. Maintien des accès

1.2.5.1. Accès au chantier

L'accès général aux chantiers se fera à partir des voies de circulation publiques existantes.
L'itinéraire exact et obligatoire pour les poids lourds sera défini en accord avec les services concernés et le Maître d'Œuvre.

1.2.5.2. Accès pour la gestion des secours

Durant la totalité des chantiers, le titulaire de chaque lot devra prendre toutes les mesures pour garantir en permanence le passage des véhicules de secours, de lutte contre les incendies et autres à caractères d'urgence et de service public. Le titulaire de chaque lot doit s'organiser pour avoir en permanence sur site des dispositifs suffisants permettant le franchissement des fouilles.

1.2.5.3. Maintien de l'accès aux habitations riveraines

✕ Pour les automobilistes

Même en cas de détournement de la circulation, l'accès des riverains doit être maintenu.
Le coût de fourniture de plaques supportant le trafic est compris dans le prix forfaitaire d'Installation du chantier, proposé par le titulaire de chaque lot.

✕ Pour les piétons

Quelle que soit la phase du chantier, le titulaire de chaque lot se doit de maintenir et de réorganiser un cheminement des piétons au gré de l'avancement de ses ateliers. A cet effet, le titulaire de chaque lot devra installer des dispositifs de franchissement des tranchées au droit des zones en travaux pour permettre la circulation et l'accès normal des piétons en toute circonstance.

1.2.6. Protection du site

Avant le commencement des travaux, le titulaire de chaque lot devra réaliser un constat d'huissier sur l'état général du site et tout particulièrement sur les murs de clôtures à proximité des travaux.

Le titulaire de chaque lot prendra toutes dispositions pour éviter de causer des dégradations aux voies utilisées au cours de l'exécution des travaux. Dans le cas où des dégradations ou salissures seraient commises dans le cadre des travaux, elles devraient être réparées ou nettoyées par les soins et aux frais du titulaire de chaque lot dans le délai fixé par le Maître d'Œuvre ou le service gestionnaire de la voirie intéressée.

1.2.7. Protection de l'environnement

1.2.7.1. Protection des végétaux

De nombreux arbres existants sont à conserver sur le terrain existant.

Afin de préserver l'environnement végétal lors de l'exécution des travaux, le titulaire de chaque lot devra tout mettre en œuvre pour respecter les arbres et les plantations environnantes.

Les outils et les engins de travaux publics doivent être systématiquement désinfectés à l'entrée et à la sortie du chantier.

Toute découverte de racine entravant l'avancement du chantier sera obligatoirement signalée au Maître d'œuvre afin de s'assurer de la bonne démarche à suivre.

Les racines apparentes dans la tranchée seront coupées avec des outils appropriés (sécateur, scie) tel que décrit plus haut.

Les sujets de diamètre supérieur à 5 cm seront enduits de mastic.

Toute plaie produite accidentellement devra être parée et recouverte d'un mastic adéquat.

Les tranchées (bord de tranchée) ne seront jamais à moins de 3,00m du nu extérieur de l'arbre, sauf en cas d'impossibilité technique constatée par le Maître d'Œuvre.

1.2.7.2. Protection des nappes, milieu maritime

Le titulaire de chaque lot devra prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, y compris en dehors des emprises de chantier. Il a, à sa charge, les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions du milieu maritime.

Les eaux de rejet issues des installations de chantier, devront être décantées et déshuilées.

Les terrassements de ces ouvrages de décantation seront réalisés au début des travaux, afin d'y faire transiter les eaux du chantier.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit. Les produits de vidange devront être recueillis en fûts fermés et évacués en un lieu conforme à la législation et autorisé par le Maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage.

1.2.8. Gestion des déchets

Le Maître d'Ouvrage souhaite déléguer la saisie au Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS) auprès du titulaire de chaque lot au titre du décret 2021-321 du 25 mars 2021 et au sens de l'article R541-8 de l'arrêté du 31 mai 2021.

Cette disposition est mise en place pour prévenir de tout dépôt provisoire ou définitif sur des sites non autorisés.

Si le lieu de dépôt permet de s'exempter des dispositions précédentes, le titulaire de chaque lot fournit les autorisations réglementaires justifiant la légalité du dépôt, et ce avant toute évacuation.

1.2.9. Intervention d'urgence

Les prix consentis par le titulaire de chaque lot devront, en outre, intégrer les interventions accidentelles en cas de désordres constatés sur le chantier ou casse de réseaux, de jour comme de nuit, y compris samedis, dimanches et jours fériés.

Le titulaire de chaque lot pourra également être amenée à intervenir d'urgence en cas de phénomènes mettant en jeu la sécurité des biens et personnes (épisodes pluvieux ou venteux par exemple).

A ce titre, le titulaire de chaque lot devra (dans les quinze jours suivant la date de démarrage de la période de préparation prévue par l'ordre de service) informer le Maître d'Œuvre des coordonnées (adresses, téléphone) de l'équipe d'intervention d'urgence. Cette équipe devra pouvoir intervenir 24h/24 et 7j/7 dans un délai maximum de 60 minutes.

2. PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

2.1. STIPULATIONS PRELIMINAIRES

Le titulaire de chaque lot doit soumettre à l'acceptation du maître d'œuvre toutes les dispositions techniques qui ne font pas l'objet de stipulations dans le présent marché.

Ces dispositions ne peuvent pas être contraires aux règles de l'art ni être susceptibles de réduire la sécurité et la durabilité des structures et des équipements en phase d'exécution comme en phase de service.

Ces propositions doivent être assorties de justifications correspondantes, telles que notices, mémoires, rapports d'organismes de certification ou de laboratoires agréés, procès-verbaux d'essais, etc...

Tous les documents, remis par le titulaire de chaque lot à la maîtrise d'œuvre, doivent être rédigés en français.

2.2. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

(Normes NF EN 13670 et 13670/NA, chapitre 3 du Fasc. 65 du CCTG, art. III.1 et III.14 du Fasc. 66 du CCTG, art. 3.1.1 et 3.2.1 du Fasc. 56 du CCTG et art. 28, 29 et 40 du CCAG-T)

2.2.1. Dispositions générales

L'ensemble des documents à fournir par le titulaire de chaque lot est soumis au visa du maître d'œuvre, excepté :

- les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé,
- les documents relatifs aux ouvrages provisoires de 2ème catégorie,
- les documents de suivi du contrôle intérieur dont seul le cadre est soumis à son acceptation.

2.2.2. Liste des documents à fournir

L'ensemble des documents à fournir par le titulaire de chaque lot, soit pendant la période de préparation des travaux, soit pendant les travaux, soit après exécution, est regroupé sous les rubriques suivantes :

- le programme d'exécution des travaux,
- le projet des installations de chantier,
- le PAQ (y compris les agréments de matériaux et matériels),
- les études des batardeaux,
- la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT),
- les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé, (cf. 2.2.1.)
- les documents relatifs aux ouvrages provisoires,
- le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED),
- le plan d'assurance de la protection de l'environnement,
- les documents de suivi de contrôle intérieur,
- le programme des études d'exécution,
- les études d'exécution,
- les résultats des essais de convenance,

- les résultats du contrôle,
- le dossier de récolement de l'ouvrage, (cf. 2.2.1)
- le dossier de récolement.

2.3. PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le titulaire de chaque lot fournira le programme d'exécution des travaux comprenant :

- le calendrier prévisionnel des travaux,
- la description générale des matériels et méthodes à utiliser,
- le projet des installations de chantier.

Le calendrier prévisionnel des travaux doit être présenté de telle sorte qu'apparaissent clairement les tâches critiques et leur enchaînement, ainsi que les éventuelles marges.

Il est établi pour chaque chantier pendant la période de préparation et est soumis au visa du maître d'œuvre. Il tient notamment compte des contraintes et éventuelles facilités accordées par les exploitants.

2.4. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

(Art. 28.3 du CCAG)

Les modalités d'élaboration des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé, conformément aux lois en vigueur, sont définies au CCAP.

2.5. PAQ – GENERALITES

Un cadre de SOPAQ et un PAQ sont à fournir dans un délai d'un mois après l'OS de démarrage. Il reprendra les procédures d'exécution associées à la nature et au volume des opérations.

Il est spécifique à une opération. Il présente les principes et les dispositions spécifiques en termes de moyens et d'organisation générale proposée par le titulaire de chaque lot pour atteindre la qualité requise pour les travaux réalisés dans le cadre de l'opération. Il est établi à la suite d'une demande expresse du maître d'œuvre, est soumis au visa du maître d'œuvre et peut être mis à jour autant que de besoin, à la demande du maître d'œuvre, pendant toute la durée de l'opération.

2.5.1. Composition générale du PAQ

Le PAQ est constitué :

- de la note d'organisation générale du chantier (y compris les installations de chantier),
- d'un ou plusieurs documents particuliers à la maîtrise de certains aspects du management de l'opération, désignés en abrégé par procédures de maîtrise de la qualité.
- des procédures d'exécution (y compris la description générale des matériels et méthodes), relatives à chaque tâche principale,
- du programme de contrôle établi conformément au B.4.3.3 de la norme NF EN 13670,
- du cadre des documents de suivi d'exécution,
- du cadre de fiche de non-conformité,

- des modalités de demande d'agrément des matériaux, composants et équipements,
- des plans qualité des sous-traitants.

Le contenu du PAQ relatif aux parties métalliques de l'ouvrage est conforme aux dispositions des articles 3.1 (cas des processus de type industriel) et/ou 3.2 (cas des processus de type génie civil) du Fascicule 56 du CCTG et de l'annexe A1 du Fascicule 66 du CCTG. Par complément aux dispositions de cette dernière et par homogénéité avec les dispositions du Fascicule 65 du CCTG, les documents de suivi d'exécution ne sont pas soumis au visa. Seul le cadre de ces documents fait partie du PAQ et est soumis au visa du maître d'œuvre, en même temps que les documents préalables à l'exécution.

2.5.2. Points critiques

La liste des points critiques, assortie des délais de préavis du maître d'œuvre, est présentée par le titulaire de chaque lot dans le document d'organisation générale du PAQ ainsi qu'un PAQ.

2.6. DOCUMENT D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

(Normes NF EN 13670 et 13670/NA, art. 34.2.2 du fasc. 65 du CCTG, annexe A1 du fasc. 66 du CCTG, art. 7.1 du fasc. 68 du CCTG, art. 1.6.2.1 du fasc. 56 du CCTG)

Il est établi pour chaque chantier pendant la période de préparation (que l'opération fasse l'objet d'un PAQ spécifique à l'opération ou non) et est soumis au visa du maître d'œuvre.

La liste et l'organigramme des responsables sur le chantier concernent l'ensemble des entreprises, sous-traitants inclus.

La note d'organisation générale explicite également de façon détaillée les principes de la gestion des documents :

- calendrier de fourniture des documents,
- nombre de documents adressés au maître d'œuvre, aux bureaux de contrôle et autres intervenants,
- principes et délais pour les vérifications et modifications,
- liste des procédures d'exécution,
- principe du contrôle intérieur envisagé.

2.7. PROCEDURES D'EXECUTION

2.7.1. Liste des procédures d'exécution

Les procédures d'exécution sont établies conformément aux prescriptions du présent CCTP et définissent notamment :

- la partie des travaux qui fait l'objet de la procédure d'exécution considérée,
- les documents existants et à créer avant l'exécution de la technique considérée,

- les moyens matériels spécifiques utilisés dans les cas les plus fréquents (les moyens à décrire dans les différentes procédures d'exécution sont ceux qui figurent aux **Fascicules** du CCTG),
- les choix du titulaire de chaque lot en matière de matériaux, produits et composants (qualité, certification, origine, marque et modèle exact lorsqu'il y a lieu). Les matériaux et produits visés sont, dans les cas les plus courants, ceux qui figurent aux Fascicules du CCTG,
- les points sensibles de l'exécution (un point sensible de l'exécution est un point d'exécution qui doit particulièrement retenir l'attention en vue d'une bonne réalisation), par référence aux phases d'exécution des travaux, avec s'il y a lieu une description des modes opératoires et les consignes d'exécution,
- les interfaces organisationnelles et les points d'arrêts sur lesquels se font les déclarations de conformité successives avant l'exécution du contrôle extérieur par le maître d'œuvre,
- les modalités du contrôle intérieur et les fiches de contrôle.

Les procédures d'exécutions exigées sont les suivantes :

- exécution des fouilles,
- réalisation des ouvrages provisoires,
- détails des épreuves de convenances (déroulement, moyens humains et matériels mis en oeuvre...),
- démolition des parties d'ouvrages ou d'équipements,
- drainages des eaux,
- coffrages et parements,
- préparations des surfaces,
- protection de surfaces,
- ferraillages,
- bétonnage,

2.7.2. Documents annexés aux procédures d'exécution

Ils sont établis pour chaque chantier pendant la période de préparation (que l'opération fasse l'objet d'un PAQ spécifique à l'opération ou non).

Les documents annexés aux procédures comprennent en outre les documents suivants :

- le plan de phasage des travaux de réparation,
- le dossier d'étude des bétons et leurs références,
- l'ensemble des dispositions prises pour la protection de l'environnement,
- le programme de bétonnage,
- les références des documents internes du titulaire de chaque lot consultables par le maître d'œuvre sur le chantier,
- le projet des ouvrages provisoires et notes de calculs.

2.7.3. Assurance de la qualité pour les implantations

Le PAQ précise les dispositions adoptées pour respecter les implantations géométriques de l'ouvrage.

2.7.4. Maîtrise de la conformité pour les bétons

(Normes NF EN 13670 et NF EN 13670/NA, art. 810 du fasc. 65 du CCTG)

2.7.4.1. Nature et qualité des différents constituants

Le PAQ définit la catégorie, la classe, la sous-classe et la provenance des ciments.

Pour les granulats (Normes NF EN 12620+A1 et NF P 18-545), le PAQ indique par dérogation au Fascicule 65 du CCTG :

- > leur provenance,
- > leurs caractéristiques :
- > granularité et teneur en fines des gravillons, des sables et graves (Norme NF EN 933-1),
- > module de finesse des sables et graves (Normes NF EN 12620+A1 et NF EN 13139),
- > propreté des sables et graves (Normes NF EN 933-8 et NF EN 933-9),
- > polluants organiques (Norme NF EN 1744-1+A1),
- > coefficient d'absorption d'eau (Norme NF EN 1097-6),
- > impuretés prohibées,
- > soufre total, sulfates solubles dans l'acide et chlorures (Norme NF EN 1744-1+A1),
- > coefficient d'aplatissement (Norme NF EN 933-3),
- > teneur en éléments coquilliers des granulats d'origine marine (Norme NF EN 933-7),
- > Los Angelès (Norme NF EN 1097-2),
- > friabilité des sables (Norme NF P 18-576),
- > niveau de réactivité vis-à-vis de la réaction alcali-silice (Normes NF P 18-594, FD P 18-542 et mode opératoire LPC n°37),
- > sensibilité au gel-dégel (Normes NF EN 1097-6 et NF EN 1367-1).

2.7.4.2. Dispositions particulières liées aux réactions de gonflement interne des bétons

Alcali-réaction

- ✕ Dispositions concernant le dossier d'étude des bétons

Si les granulats bénéficient du droit d'usage de la marque NF-Granulats avec qualification vis-à-vis de l'alcali-réaction en NR ou PRP, le certificat de conformité des granulats à la marque NF, qui donne leur qualification vis-à-vis de l'alcali-réaction, doit être annexé au dossier d'étude des bétons.

Si les granulats ne bénéficient pas du droit d'usage de la marque NF-Granulats mais si le producteur de granulats dispose d'un dossier carrière élaboré conformément aux prescriptions du document intitulé " Guide pour l'élaboration du dossier carrière " édité par le LCPC en juin 1994 et approuvé par le maître d'œuvre, le dossier d'étude des bétons doit contenir les extraits du PAQ du producteur permettant de certifier la qualification vis-à-vis de l'alcali-réaction des granulats utilisés. Ces documents sont accompagnés des résultats des contrôles intérieurs effectués par le producteur de granulats.

En l'absence de granulats titulaires de la marque NF-Granulats et d'un dossier carrière approuvé par le maître d'œuvre, les résultats des essais permettant la qualification des granulats conformément aux prescriptions du Fascicule de documentation FD P 18-542 et de la norme NF P 18-594 sont joints au dossier d'étude des bétons.

Si les granulats sont potentiellement réactifs (PR), tous les résultats des essais visés par les chapitres 5, 6 ou 8 du document intitulé " Recommandations pour la prévention des

désordres dus à l'alcali-réaction " édité par le LCPC en juin 1994 doivent être joints au dossier d'étude des bétons.

Si les granulats sont potentiellement réactifs à l'effet de pessimum (PRP), le dossier d'étude des bétons doit comporter tous les résultats des essais permettant de justifier que les conditions 1 et 2 du chapitre 9 du document intitulé " Recommandations pour la prévention des désordres dus à l'alcali-réaction " édité par le LCPC en juin 1994 sont vérifiées.

Dispositions concernant les procédures de bétonnage

En l'absence de granulats titulaires de la marque NF-Granulats mais en présence d'un dossier carrière approuvé par le maître d'œuvre, toutes les procédures de bétonnage doivent prévoir la fourniture au maître d'œuvre, avant bétonnage, des documents de suivi du contrôle intérieur effectué par le producteur de granulats et le titulaire conformément à leur PAQ.

En l'absence de granulats titulaires de la marque NF-Granulats et d'un dossier carrière approuvé par le maître d'œuvre, toutes les procédures de bétonnage doivent prévoir la fourniture au maître d'œuvre, avant bétonnage, des résultats des essais rapides permettant la qualification des granulats conformément aux prescriptions du Fascicule de documentation FD P 18-542.

Si les granulats sont potentiellement réactifs (PR) et si les opérations de bétonnage s'étalent sur une période supérieure à deux mois, les procédures de bétonnage doivent prévoir la fourniture au maître d'œuvre, avant bétonnage, des résultats des essais visés par les chapitres 5, 6 ou 8 du document intitulé " Recommandations pour la prévention des désordres dus à l'alcali-réaction " édité par le LCPC en juin 1994. Ces essais doivent dater de moins de deux mois.

Si les granulats sont potentiellement réactifs (PR) et dans le cas de changement des propriétés d'un des constituants du béton, les procédures de bétonnage doivent être modifiées et prévoir la fourniture au maître d'œuvre, avant bétonnage, des résultats des essais visés par les chapitres 5, 6 ou 8 du document intitulé " Recommandations pour la prévention des désordres dus à l'alcali-réaction " édité par le LCPC en juin 1994. Ces essais doivent être conduits sur la formule modifiée.

L'acceptation des résultats de tous les essais par le maître d'œuvre est une condition nécessaire à la levée des points d'arrêt avant bétonnage.

Réaction sulfatique interne

Le PAQ précise les dispositions prises par le titulaire de chaque lot pour prévenir la réaction sulfatique interne du béton, en tenant compte des indications du document intitulé " Recommandations pour la prévention des désordres dus à la réaction sulfatique interne " édité par le LCPC en août 2007.

Bétonnage sous conditions climatiques extrêmes

(Normes NF EN 13670 et NF EN 13670/NA, art. 810 du fasc. 65 du CCTG)

Le PAQ précise les dispositions à prendre en cas de bétonnage lorsque la température ambiante est inférieure à +5°C ou durablement supérieure à +35°C et lorsque la température du béton est supérieure à +32°C pendant sa mise en œuvre. En outre, en cas de délai important entre la fabrication du béton et la fin de sa mise en œuvre, le PAQ précise les dispositions à appliquer ainsi que les modalités d'utilisation d'un retardateur de prise.

Dispositions particulières relatives à la durabilité vis-à-vis du gel

Le PAQ précise les modalités de prise en compte des préconisations du guide technique " Recommandations pour la durabilité des bétons durcis soumis au gel " édité par le LCPC en décembre 2003.

2.7.5. Maîtrise de la conformité pour les aciers de béton armé

(Normes NF EN 13670 et NF EN 13670/NA, art. 74 du fasc. 65 du CCTG)

Les dispositions en matière d'assurance qualité pour les aciers de béton armé sont établies conformément à l'article 74 du Fascicule 65 du CCTG.

En complément des stipulations du sous-article 74.1 du fascicule 65 du CCTG, si des dispositifs de raccordement des aciers (manchons) sont prévus ou utilisés, le PAQ précise leurs caractéristiques et leur provenance.

Enfin, si une protection contre la corrosion des aciers pour béton armé est prévue par le sous- article intitulé " Exigences générales " de l'article intitulé " Aciers pour béton armé " du chapitre 3du présent CCTP, le PAQ explicite ses modalités.

2.7.6. Assurance de la qualité pour les produits d'injection du béton

Le PAQ définit pour les coulis d'injection :

- la catégorie, la classe, la sous-classe, la provenance des ciments, et le dosage,
- la nature, le dosage et la provenance des adjuvants si besoin est,
- les caractéristiques du sable employé (fiche produit),
- la nature des produits prêts à l'emploi utilisés,
- la méthode d'application.

Le PAQ définit pour les produits à base de résine synthétique :

- la catégorie, la provenance et le dosage,
- la méthode d'application.

Le PAQ précise :

- les conditions de réalisation des épreuves,
- les modalités de communication des résultats par le titulaire de chaque lot au maître d'œuvre,
- la conduite à tenir lorsque les résultats escomptés ne sont pas atteints.

Les épreuves de convenance doivent être réalisées au minimum vingt-quatre heures avant le début des injections, sur le chantier et dans les conditions de celles-ci. Elles permettent le réglage des dosages des coulis et de la pression d'injection en fonction des paramètres du chantier.

2.7.7. Assurance de la qualité relative à la protection contre la corrosion

Les dispositions particulières relatives à la mise en œuvre d'une protection contre la corrosion suivant un processus de type industriel sont fixées par le PAQ.

Cet article spécifie précisément les exigences en matière de :

- dispositions d'exécution,
- dispositions et documents de suivi d'exécution.

Pour émettre son avis préalable et son visa du PAQ, le maître d'œuvre peut être amené, dans le cadre de son contrôle extérieur, à faire (ou faire faire) un audit du système qualité du fournisseur des éléments. Cet audit peut porter, notamment, sur le processus de galvanisation et/ou sur celui de mise en peinture avec application automatisée.

Les documents de suivi d'exécution tels que définis à l'article 3.1.2 du Fascicule 56 du CCTG sont remis au maître d'œuvre avant le départ des pièces de l'usine de fabrication.

2.7.8. Assurance de la qualité pour les opérations de levage à la grue

La procédure relative aux travaux de levage à la grue détaille :

- les caractéristiques des engins de levage,
- la position exacte de ces engins pendant les opérations de levage,
- les travaux préparatoires éventuellement nécessaires,
- les moyens prévus pour prendre, stabiliser et guider les éléments levés,
- la réalisation des appuis provisoires, s'il en est prévu,
- les dispositifs de calage et de contreventement éventuels des éléments une fois posés.

3.ANNEXES

COMMUNES A TOUS LES LOTS

- A- PLAN DE SITUATION
- B- PLAN TOPOGRAPHIQUE ET DES RESEAUX EXISTANTS
- C- RECEPISSES DT/DICT
 1. HERAULT TELECOM
 2. ORANGE
 3. XP FIBRE
- D- ETUDE GEOSAT - TELEDETECTION GEORADAR DES RESEAUX
 1. PLAN INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES
 2. COMPTE-RENDU D'INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES
- E- ETUDE GEOTECHNIQUES G1 ET G2 AVP FONDASOL

LOT 1

- F- PLAN DES OUVRAGES PROJETES
- G- COUPES
- H- PRESCRIPTIONS CAHM
 1. C.C.T.G. POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX NEUFS SUR LES RESEAUX ET OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT
 2. CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX SUR LES CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS D'EAU POTABLE

LOT 2

- I- PLAN DE REPERAGE ET DEMOLITION DES OUVRAGES
- J- DIAGNOSTIC DE L'UNITE D'ASSAINISSEMENT AUTONOME DES EAUX USEES DOMESTIQUES ALSTOM
- K- RAPPORT D'INSPECTION - SOMES